

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 7 avril 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal", a donné le 12 avril 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 7 april 1995 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst", heeft op 12 april 1995 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Ministre sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Ministre ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

*

*

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

.../...

"L'urgence invoquée résulte des circonstances suivantes :

- l'octroi d'une facilité de caisse adaptée aux besoins des entreprises et d'un intérêt créancier doit être organisé dans les plus brefs délais afin d'empêcher que les grandes organisations et entreprises publiques ou privées ne continuent à retirer leur avoirs de leurs comptes courants postaux, faute de trouver à LA POSTE un instrument leur permettant une marge de manoeuvre suffisante dans la gestion de ces comptes, et des intérêts créanciers leur permettant une gestion de trésorerie raisonnable;
- les mesures projetées peuvent être prises dans l'urgence parce qu'elles visent des activités qui sont déjà exercées à LA POSTE et qu'elles n'ont pour objectif que de les adapter aux demandes pressantes des organisations ou entreprises, titulaires d'un compte courant postal;
- ces mesures doivent être prises de toute urgence parce que tout retrait de ces organisations ou entreprises aurait des effets préjudiciables sur la masse des avoirs mis journellement par LA POSTE à la disposition du Trésor;
- les mesures projetées concernant les intérêts créanciers à octroyer aux titulaires de compte, personnes physiques, et qui visent à rendre ces comptes plus attractifs, doivent être prises rapidement, étant donné que les nouveaux accords de partenariat liant LA POSTE et concernant la distribution depuis le 27 mars 1995 de produits financiers (carnets dépôts, comptes épargne et bons de caisse), autres que les comptes courants et les activités qui y sont rattachées, pourraient, à défaut de telles mesures, avoir pour effet de réduire la masse des avoirs en compte".

*

*

*

.../...

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

*

*

*

OBJET DU PROJET.

L'arrêté ministériel en projet modifie l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal sur deux points :

- il remplace l'article 107, alinéa 2, afin de permettre l'ouverture de plusieurs comptes au nom d'un même titulaire;
- il abroge les articles 111, § 1er, et 111bis, car ces dispositions trouveront désormais place dans les articles 104 et 104bis de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal.

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Alinéa 1er.

Il n'y a pas lieu de mentionner la modification apportée à l'article 5, alinéa 4, de la loi du 2 mai 1956

.../...

sur le chèque postal par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, celle-ci ayant été rendue sans objet par l'arrêté royal du 14 septembre 1992 portant approbation du premier contrat de gestion de la Régie des postes et fixant des mesures relatives à cette Régie.

Alinéa 2.

La référence à l'article 3, alinéa 2, 1° et 2°, de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes doit mentionner la modification qui résulte de l'article 9 de l'arrêté royal du 14 septembre 1992 précité et non celle apportée par la loi susmentionnée du 21 mars 1991, rendue sans objet.

Alinéa 3.

Les références à la loi du 6 juillet 1971 portant création de LA POSTE et à celle du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, qui ne forment pas le fondement légal de l'arrêté en projet, sont à omettre.

Alinéa 5.

La référence à l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, doit mentionner, de manière séparée et ce, pour chacune des dispositions

.../...

concernées, l'arrêté royal dont le projet est examiné ce jour sous la référence L. 24.393/9.

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 6.

L'arrêté royal du 25 juillet 1994 fixant la date de mise en vigueur des dispositions de l'arrêté royal du 25 juin 1991, modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, et relatives à l'octroi d'intérêts créditeurs sur les comptes courants postaux assortis uniquement d'une carte de garantie de chèque postal, doit être omis, car il ne constitue pas davantage le fondement légal de l'arrêté ministériel en projet.

Alinéa nouveau.

Il y a lieu d'insérer dans le préambule, immédiatement avant le visa de l'avis du Conseil d'Etat, un alinéa nouveau mentionnant l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, en citant, avec les modifications qu'elles ont déjà subies, les dispositions que l'arrêté ministériel en projet tend à modifier.

.../...

Dispositif.Article 1er.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 2. Sont abrogés, dans le même arrêté :

- 1° l'article 111, § 1er, remplacé par l'arrêté ministériel du 14 juillet 1981 et modifié par l'arrêté ministériel du 15 novembre 1990;
- 2° l'article 111bis, inséré par l'arrêté ministériel du 26 juin 1991".

Article 3.

Selon les explications fournies par la fonctionnaire déléguée, l'intention des auteurs du projet est de faire entrer l'arrêté en vigueur le 1er juin prochain.

Le texte devra, évidemment, être complété en ce sens.

.../...

Article 4.

Cette disposition, qui figure sans nul doute par inadvertance dans le projet, doit être omise. En effet, il est constant qu'un arrêté ministériel ne comporte jamais d'exécutoire.

De même, il y a lieu de remplacer les mentions figurant sous l'article 4, par les mentions suivantes :

"Bruxelles, le
(Signature)".

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Minister op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Minister niet over de volheid van zijn bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"L'urgence invoquée résulte des circonstances suivantes :

- l'octroi d'une facilité de caisse adaptée aux besoins des entreprises et d'un intérêt créancier doit être organisé dans les plus brefs délais afin d'empêcher que les grandes organisations et entreprises publiques ou privées ne continuent à retirer leur avoirs de leurs comptes courants postaux, faute de trouver à LA POSTE un instrument leur permettant une marge de manoeuvre suffisante dans

.../...

la gestion de ces comptes, et des intérêts créditeurs leur permettant une gestion de trésorerie raisonnable;

- les mesures projetées peuvent être prises dans l'urgence parce qu'elles visent des activités qui sont déjà exercées à LA POSTE et qu'elles n'ont pour objectif que de les adapter aux demandes pressantes des organisations ou entreprises, titulaires d'un compte courant postal;
- ces mesures doivent être prises de toute urgence parce que tout retrait de ces organisations ou entreprises aurait des effets préjudiciables sur la masse des avoirs mis journellement par LA POSTE à la disposition du Trésor;
- les mesures projetées concernant les intérêts créditeurs à octroyer aux titulaires de compte, personnes physiques, et qui visent à rendre ces comptes plus attractifs, doivent être prises rapidement, étant donné que les nouveaux accords de partenariat liant LA POSTE et concernant la distribution depuis le 27 mars 1995 de produits financiers (carnets dépôts, comptes épargne et bons de caisse), autres que les comptes courants et les activités qui y sont rattachées, pourraient, à défaut de telles mesures, avoir pour effet de réduire la masse des avoirs en compte".

*

* *

De Raad van State moet binnen de korte tijd die hem is toegemeten, zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

*

* *

DOEL VAN HET ONTWERP.

.../...

Het ontworpen ministerieel besluit wijzigt het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst op twee punten :

- het vervangt artikel 107, tweede lid, opdat het mogelijk wordt verscheidene rekeningen te openen op naam van dezelfde houder;
- het heft de artikelen 111, § 1, en 111bis op, aangezien die bepalingen zich voortaan zullen bevinden in de artikelen 104 en 104bis van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Eerste lid.

Er is geen reden om melding te maken van de wijziging die bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is aangebracht in artikel 5, vierde lid, van de wet van 2 mei 1956 op de postcheck, nu die wijziging doelloos is gemaakt door het koninklijk besluit van 14 september 1992 tot goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Regie der Posterijen en tot vaststelling van maatregelen met betrekking tot die Regie.

.../...

Tweede lid.

Wat de verwijzing betreft naar artikel 3, tweede lid, 1º en 2º, van de wet van 26 december 1956 op de postdienst behoort melding te worden gemaakt van de wijziging die voortkomt uit artikel 9 van het voormelde koninklijk besluit van 14 september 1992 en niet van de wijziging die aangebracht is bij de eerdergenoemde wet van 21 maart 1991 en doelloos is gemaakt.

Derde lid.

De verwijzing naar de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van DE POST en de verwijzing naar de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, welke niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit opleveren, behoren te vervallen.

Vijfde lid.

In de verwijzing naar het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst behoort afzonderlijk en voor elke in het geding zijnde bepaling, melding te worden gemaakt van het koninklijk besluit waarvan het ontwerp heden onderzocht wordt onder nummer L. 24.393/9.

Voorts zij opgemerkt dat het in het Nederlands niet gebruikelijk is om het woord "artikel", wanneer dat woord

.../...

door een nummer wordt gevolgd, vooraf te laten gaan door het bepaald lidwoord. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Zesde lid.

De verwijzing naar het koninklijk besluit van 25 juli 1994 tot vaststelling van de datum van inwerking-treding van de beschikkingen van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, betreffende de toekenning van creditinteressen op postrekeningen-courant met enkel een bijpassende postchequewaarborgkaart, behoort te vervallen omdat dat besluit evenmin rechtsgrond oplevert voor het ontworpen ministerieel besluit.

Nieuw lid.

Het is noodzakelijk om in de aanhef, onmiddellijk vóór de verwijzing naar het advies van de Raad van State, een nieuw lid in te voegen. In dat lid zou worden verwezen naar het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst en zouden de bepalingen ten aanzien waarvan het ontworpen ministerieel besluit de wijziging beoogt, worden vermeld tezamen met de al tot stand gebrachte wijzigingen van die bepalingen.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De inleidende zin zou aldus gesteld moeten worden :

"Artikel 1. In artikel 107 van het ministerieel besluit van ... wordt het tweede lid vervangen als volgt :".

In het ontworpen tweede lid dient "natuurlijke persoon" te worden geschreven in plaats van "fysieke persoon", alsook "een of meer" in plaats van "een of meerdere".

Artikel 2.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 2. In hetzelfde besluit worden opgeheven :

1° artikel 111, § 1, vervangen bij het ministerieel besluit van 14 juli 1981 en gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 november 1990;

2° artikel 111bis, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 26 juni 1991".

Artikel 3.

.../...

Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar heeft verschaft, zijn de stellers van het ontwerp van zins om het besluit op 1 juni aanstaande in werking te laten treden.

Uiteraard behoort de tekst dienovereenkomstig te worden aangevuld.

Artikel 4.

Deze bepaling, die ongetwijfeld ten gevolge van een onachtzaamheid in het ontwerp staat, behoort te vervallen. Het staat immers vast dat een ministerieel besluit nooit een uitvoeringsbepaling bevat.

Bovendien moeten de vermeldingen onder artikel 4 vervangen worden als volgt :

"Brussel, ...
(Handtekening)".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is ondermaats wegens een gebrekkig taalgebruik dat bovendien afwijkt van wat in de wetgevingstechniek gangbaar is; zo bijvoorbeeld staat in het ontwerp ten onrechte : "de beschikkingen" in

.../...

plaats van "de bepalingen", "de alinea" in plaats van "het lid", "afgeschaft" in plaats van "opgeheven", "Huidig besluit" in plaats van "Dit besluit". Ook de verschrijving "ministrieel" in plaats van "ministerieel" komt er minstens driemaal in voor.

NB.

- 17 -

L. 24.394/9.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,C. WETTINCK,
P. LIENARDY,conseillers d'Etat,
staatsraden,Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. DEROUAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. DEROUAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door H. R. QUINTIN, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.

.../...